

Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun : quand l'informel précède et côtoie le formel

Mamtsaï Yagaï

Université de Maroua, Cameroun

Doi: 10.19044/esipreprint.2.2026.p477

Approved: 18 February 2026

Posted: 20 February 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Yagaï, M. (2026). *Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun : quand l'informel précède et côtoie le formel*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.2.2026.p477>

Résumé

L'insurrection de Boko Haram représente l'un des défis sécuritaires, sociaux et politiques les plus persistants du Bassin du Lac Tchad. Depuis 2017, l'on observe plusieurs vagues de retour de personnes anciennement associées à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. Suivant des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Etat du Cameroun a adopté une loi de répression des actes de terrorisme et a créé un Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR). Mais en début 2024, la cartographie des ex-associés présents dans les Monts Mandara indique qu'il y a plus d'ex-associés gérés dans l'informel que dans le cadre formel. La question qui se pose est donc : comment l'informel précède et côtoie-t-il le formel en matière de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun ? La théorie de capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000), établissant des connexions entre les individus ou les communautés locales et des structures institutionnelles plus larges, relie les besoins des communautés locales aux ressources disponibles à un niveau national ou international. L'hypothèse de recherche est que l'informel précède et côtoie le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. L'objectif de cette étude est de fournir une analyse des pratiques informelles et formelles de la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. La méthodologie utilisée est une étude qualitative basée sur

des interviews avec 17 informateurs clés, portant sur les ex-associés accueillis dans les communautés de Kolofata, Mora, Mozogo et Mokolo, ainsi que ceux en cours de réhabilitation dans le centre provisoire DDR de Méri. Les résultats montrent que les pratiques informelles de réintégration des ex-associés ont été mises en place par les communautés locales et les organisations humanitaires avant la mise en place du cadre formel par le gouvernement camerounais qu'elles continuent de côtoyer. La recommandation de cette étude est de mettre en place un cadre de réintégration intégré pour parvenir à une formalisation des efforts, les uns (Gouvernement et Organisations internationales) devant s'ouvrir aux autres (groupes, communautés et administrations locales).

Mots clés : Réintégration, ex-associés à Boko Haram, Monts Mandara, informel, formel

Reintegration of Former Boko Haram Associates in the Mandara Mountains of Cameroon: When Informal Precedes and Coexists with Formal

Mamtsai Yagai

University of Maroua, Cameroon

Abstract

The Boko Haram insurgency represents one of the most persistent security, social, and political challenges in the Lake Chad Basin. Since 2017, several waves of returnees formerly associated with Boko Haram have been observed in the Mandara Mountains of Cameroon. Following United Nations Security Council resolutions, the Cameroonian government adopted a law to repress terrorist acts and created a National Committee for Disarmament, Demobilization, and Reintegration (CNDDR). However, as of early 2024, the mapping of former associates present in the Mandara Mountains indicates that there are more former associates managed informally than formally. The question arises: how does the informal precede and coexist with the formal in the reintegration of former Boko Haram associates in the Mandara Mountains of Cameroon? Woolcock and Narayan's (2000) social capital theory, which establishes connections between individuals or local communities and broader institutional structures, links local community needs to resources available at the national or international level. The research hypothesis is that the informal precedes and coexists with the formal in the reintegration of former Boko Haram associates in the Mandara

Mountains of Cameroon. The objective of this study is to provide an analysis of informal and formal practices for the reintegration of former Boko Haram associates in the Mandara Mountains of Cameroon. The methodology used is a qualitative study based on interviews with 17 key informants, focusing on former associates received in the communities of Kolofata, Mora, Mozogo, and Mokolo, as well as those undergoing rehabilitation at the Méri DDR provisional center. The results show that informal reintegration practices were established by local communities and humanitarian organizations before the formal framework was put in place by the Cameroonian government, and continue to coexist with it. The recommendation of this study is to set up an integrated reintegration framework in order to formalise efforts, with one party (the government and international organisations) opening up to the others (groups, communities and local administrations).

Keywords: Reintegration, former Boko Haram associates, Mandara Mountains, informal, formal

Introduction

Le terrorisme et l'extrémisme violent sont des phénomènes complexes qui touchent de nombreuses régions du monde. Ils comptent parmi les principaux obstacles à la paix et au développement durable. Boko Haram, un groupe djihadiste radical, apparu au Nigeria à la fin des années 1990 et fondé par Mohammed Yusuf en 2002, a été classé comme l'un des groupes extrémistes les plus meurtriers au monde : au moins 17 000 morts, 2,8 millions de personnes déplacées dans la région du Lac Tchad, et des impacts économiques négatifs sur le tourisme et les investissements (IEP, 2016).

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun de 2015, 2016 et 2017, inventorient des milliers de morts de civils et d'éléments des forces de défense et de sécurité, à la suite des attaques des positions militaires, des incursions en territoire camerounais, des attentats suicides ou kamikazes, des poses de mines, des incendies des cases et centres de santé, etc. Des milliers de personnes, notamment des enfants et des femmes ont été enlevées pour servir de bombes humaines, de combattants, de messagers, de porteurs, d'éclaireurs ou comme des esclaves sexuels.

Ayant pris part au Sommet de Paris consacré à la sécurité au Nigeria, le 17 Mai 2014, le président camerounais y a officiellement déclaré la guerre à Boko Haram (Assouga, 2018). A son retour, il réorganise l'armée en créant une quatrième région militaire dans l'Extrême-Nord et engage une partie des forces armées camerounaises dans la mise en place de la Force Mixte Multinationale regroupant des militaires du Nigéria, du Niger, du Cameroun,

du Tchad et du Benin, créée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et lancée le 25 mai 2015 à N'Djamena par le commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité et dont le mandat a été renouvelé le 5 Décembre 2018. En collaboration avec le Secteur numéro 1 de la Force Mixte Multinationale basée à Mora, les autorités de la 4ème région militaire du Cameroun, soutenues par les populations locales organisées en Comités de Vigilance (Gwoda & Wassouni, 2017), ont conduit plusieurs opérations militaires de grande envergure contre Boko Haram.

En mars 2017, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2349, qui condamne fermement les attaques terroristes perpétrées par Boko Haram et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) dans la région du lac Tchad. Cette résolution souligne l'importance d'une réponse englobant les dimensions sécuritaires, humanitaires et de développement, tout en appelant à une coopération régionale renforcée pour lutter contre le terrorisme et ses causes profondes. Dans cette dynamique, le Cameroun met en place en novembre 2018 le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) par décret présidentiel¹. Le CNDDR vise à encadrer le processus de réintégration des ex-associés de Boko Haram ainsi que des combattants séparatistes des régions anglophones. Il s'agit d'un dispositif formel, appuyé par l'État et ses partenaires internationaux, visant à structurer la réintégration des anciens membres des groupes armés.

Suite à l'appel du Président de la République en 2017, relayé par les autorités locales, plusieurs ex-associés de Boko Haram se sont rendus. Selon Mahmood & Ani (2018), une partie des membres des communautés d'accueil percevait ces ex-combattants comme étant trop facilement pardonnés, ce qui a conduit à des formes de discrimination et de stigmatisation à leur égard. Face à cette situation, les communautés locales et les ONG ont initié des processus informels de réintégration, mettant en place diverses actions de médiation et d'accompagnement (Owonikoko, 2023). De plus, plusieurs ONG se sont investies dans l'assistance aux ex-associés, aux côtés des déplacés internes, en leur offrant un soutien matériel, psychologique et économique, contribuant ainsi à leur réintégration progressive au sein de la société.

Il apparaît ainsi que la dynamique de réintégration des ex-associés à Boko Haram s'est construite progressivement autour de deux grands pôles : l'informel et le formel. Ces deux dimensions coexistent et interagissent, posant ainsi des défis d'articulation et de complémentarité entre les initiatives communautaires et les programmes institutionnels. Comment

¹ Décret N°2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

l'informel précède et côtoie-t-il le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun ?

Cette étude explore la réintégration informelle et formelle des ex-associés à Boko Haram en s'appuyant sur plusieurs axes. Elle commence par définir les concepts clés. Une revue de littérature examine les raisons du retour des ex-associés, les objectifs et limites des programmes de réintégration. Le cadre théorique mobilise la notion de capital social de liaison (Woolcock & Narayan). L'approche méthodologique précède l'analyse des résultats et leur interprétation et discussion.

Cadre théorique

Il s'agit ici de poser les bases théoriques de l'étude en définissant les concepts clés, en revisitant le bilan que font différents auteurs du niveau de réintégration des ex-associés à Boko-Haram et de présenter la grille d'analyse sociologique convenable à traiter et dégager des perspectives.

Définition des concepts

Monts Mandara

Les Monts Mandara constituent un vaste ensemble de plateaux et massifs granitiques et volcaniques, s'étendant sur environ 150 km de longueur et 70 km de largeur au Cameroun (Seignobos & Iyébi-Mandjek, 2017). Le climat soudano-sahélien de la région est marqué par l'alternance de deux saisons distinctes, influençant directement la végétation et les pratiques agricoles locales. Les reliefs escarpés et les amoncellements de rochers confèrent à la région une topographie rude, qui a historiquement joué un rôle stratégique. Les populations locales perçoivent ces formations montagneuses comme des refuges naturels, ayant servi de protection contre les razzias esclavagistes des royaumes musulmans de la cuvette tchadienne (Melchisedek, 2011).

Les Monts Mandara possèdent une valeur culturelle et spirituelle profonde pour les peuples autochtones qui y résident depuis des siècles. Les montagnes sont perçues comme des lieux sacrés où se déroulent des rituels et cérémonies traditionnelles. L'art, la musique et les pratiques agricoles locales sont intimement liés à ce paysage montagneux. La région est également un territoire stratégique pour la préservation de la biodiversité et la résilience des populations locales. Les zones de Kolofata, Mora, Méri, Mozogo et Mokolo constituent des foyers d'étude privilégiés pour analyser la réintégration des ex-associés de Boko Haram, particulièrement en raison de leur présence significative dans ces communes.

Boko Haram

Boko Haram, officiellement connu sous le nom de Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (JAS), est un groupe islamiste armé originaire du nord-est du Nigéria (Carchereux & Lenoble, 2024 ; Pérouse de Montclos, 2015). Le mouvement voit le jour en 2002 à Maiduguri sous la direction de Mohammed Yusuf, qui repose sur une critique radicale de l'ordre social et politique, dénonçant l'injustice sociale, la corruption des élites et l'échec de l'État nigérian à répondre aux besoins des populations marginalisées du nord du pays (Cohen, 2015 ; Pérouse de Montclos, 2015).

La radicalisation de Boko Haram s'accélère sous la direction d'Abubakar Shekau, qui prend la tête du groupe en 2010. Le groupe adopte une structure militaire décentralisée et intensifie ses attaques contre les institutions étatiques, les écoles et les civils (Seignobos, 2017). En 2015, Boko Haram prête allégeance à l'État Islamique, entraînant la formation de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) (Zenn, 2017). Malgré des fractures internes, Boko Haram continue d'exploiter les failles structurelles du Bassin du Lac Tchad, s'adaptant aux dynamiques locales pour assurer sa survie (Melchisedek, 2020).

Ex-associés

Le concept d'« ex-associé à Boko Haram » revêt une importance cruciale dans l'analyse des conséquences multidimensionnelles de l'insurrection armée dans le bassin du Lac-Tchad. Défini par l'Union Africaine et la Commission du Bassin du Lac-Tchad en 2018, ce terme englobe toute personne ayant été en contact direct ou indirect avec Boko Haram ou l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), indépendamment de son genre, de son âge ou de la nature exacte de ce lien. Cette définition large inclut des catégories diverses : combattants démobilisés, otages libérés, victimes de recrutements forcés, ou encore individus impliqués dans des activités de soutien logistique ou de renseignement (Saïbou Issa et al., 2020). Contrairement aux démarches traditionnelles des programmes de DDR, le concept d'ex-associé s'inscrit dans une perspective adaptée aux spécificités des conflits asymétriques. Il couvre un spectre allant des combattants actifs aux victimes indirectes. Cette approche inclusive permet de considérer des profils variés, tels que les épouses forcées, les enfants soldats, les logisticiens ou encore les enseignants coraniques ayant été enrôlés (Saïbou Issa et al., 2020).

DDR

Depuis la fin de la guerre froide, plusieurs programmes de DDR ont été entrepris à travers le monde, couvrant des régions aussi diverses que l'Afrique, l'Asie, l'Amérique, l'Europe et le Moyen-Orient (Rhea, 2016).

Ces programmes, mis en place dans le cadre d'opérations de paix mandatées par la communauté internationale, ont été conçus pour répondre à des guerres civiles ou à d'autres formes de violence intraétatique (Schulhofer-Wohl & Sambanis, 2010). Ils s'inscrivent dans une stratégie globale de gestion des conflits et de construction de la paix, visant à réparer les fractures sociopolitiques laissées par les conflits armés. Selon les Nations Unies, le DDR est défini comme un processus politique et technique visant à désarmer les anciens combattants, à dissoudre les structures militaires non étatiques et à réintégrer les individus concernés dans leurs communautés d'origine (ONU, 2006).

Les DDR de première génération, mis en place dans les années 1990 au Cambodge (1991-1993), au Salvador (1992-1995) et au Mozambique (1992-1994), visaient principalement à assurer une stabilisation immédiate des sociétés pour éviter la reprise des hostilités (Knight & Ozerdem, 2004). Ils reposaient sur trois conditions essentielles : un accord de paix, l'engagement des parties prenantes et un niveau de sécurité minimal dans les zones de réintégration. Ces programmes se concentraient sur la remise des armes en échange d'un soutien logistique limité, suivant le modèle de « payer et se disperser » (Jennings, 2008). Toutefois, ils ont montré des limites importantes en négligeant les causes profondes des conflits, comme les tensions communautaires et les inégalités économiques.

Face à ces insuffisances, les Nations Unies ont initié, à partir des années 2000, les DDR de deuxième génération, intégrant une approche plus globale inspirée de l'Agenda pour la paix (Boutros-Ghali, 1992). L'objectif était d'aller au-delà du simple désarmement pour assurer une réinsertion sociale et économique durable des ex-combattants et des communautés affectées. Ces programmes se concentraient sur trois axes : la neutralisation des combattants, le renforcement des institutions locales et la promotion des moyens de subsistance autonomes. Toutefois, ils ont rencontré plusieurs obstacles. D'une part, la distinction entre civils et combattants devenait floue, rendant l'identification des bénéficiaires difficile. D'autre part, certains groupes armés détournaient les critères d'éligibilité pour maximiser les avantages (Humphreys & Weinstein, 2007).

Avec la montée des conflits idéologiquement motivés, une troisième génération de DDR a émergé. Ces DDR de troisième génération prennent en compte la radicalisation et impliquent activement les communautés d'accueil dans le processus de réintégration. L'objectif principal est d'éviter la reconstitution de sanctuaires des extrémistes tout en favorisant la réhabilitation des individus déradicalisés. Ils associent maintien de la paix et lutte contre le terrorisme, avec au préalable un triage rigoureux des ex-combattants : les individus jugés « à haut risque » sont transférés au système

judiciaire, tandis que ceux considérés comme « à faible risque » sont placés dans des centres de réhabilitation.

La stratégie de stabilisation régionale de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) adopte une approche de DDR de troisième génération, adaptée aux défis spécifiques posés par l'insurrection de Boko Haram. Son pilier 3 vise à assurer un triage structuré, des poursuites judiciaires équitables, une réhabilitation ciblée et une réintégration progressive, en accord avec les normes internationales et les réalités locales.

Réintégration des ex-associés à Boko Haram

Les processus de réintégration sont des mécanismes institutionnels, civils et communautaires au terme desquels des ex-associés à un groupe armé, en l'occurrence à Boko Haram, sont réadmis au sein de la communauté de départ ou au sein d'une autre dite communauté d'accueil. Par ce processus, l'accent est mis sur l'appui à la réintégration communautaire et les cadres institutionnels conçus pour superviser et soutenir les objectifs de réintégration (Saïbou Issa et al., 2020). Cependant, la réussite de la réintégration repose sur plusieurs étapes préalables, notamment la sensibilisation, la reddition, la démobilisation, le désarmement, le profilage, les poursuites, la déradicalisation, la réhabilitation, la réconciliation et la réinsertion. Chacune de ces phases joue un rôle essentiel dans la transition des ex-associés vers une vie civile stable et pacifique.

La réintégration des ex-associés à Boko Haram est un phénomène aussi complexe que ses préalables ci-dessus, parce qu'il nécessite un engagement avec une gamme extrêmement large d'informations sur un nombre de processus sociaux, politiques et économiques étroitement interconnectés qui se produisent simultanément pour conduire les ex-associés à l'acceptation sociale. C'est un consensus sur les valeurs, les normes et les comportements qui sont considérés comme appropriés et acceptables dans une communauté donnée. Elle peut aussi résulter de la résilience qui peut être définie comme la capacité de faire face aux difficultés, permettant à l'individu de mieux sublimer les épreuves. C'est une aptitude dynamique qui englobe l'adaptation, la récupération, et le développement positif face à l'adversité (Altintas, 2020).

Réintégration formelle et informelle

La réintégration formelle des ex-associés repose sur des cadres juridiques et institutionnels établis par des autorités compétentes. Elle s'inscrit dans une perspective de long terme, impliquant des dimensions sociales, économiques et politiques (Yogo, 2021). Ce processus vise à conférer aux ex-associés un statut civil et à leur garantir un emploi ainsi qu'un revenu durable (Mudage & Iragi, 2022). Dans le contexte du Bassin du

Lac Tchad, la réintégration ne concerne pas uniquement les ex-combattants mais aussi diverses catégories de victimes, notamment les femmes et enfants des combattants, les ex-otages et les retournés.

À l'inverse, la réintégration informelle désigne des dynamiques spontanées échappant aux cadres réglementaires officiels. Elle repose sur des relations sociales et économiques non codifiées, mais néanmoins structurées, qui émergent au sein des communautés d'accueil. Suivant son sens dérivé de l'anglais, l'informel est ce qui n'est pas organisé de manière officielle, ce qui ne se fait pas selon les règles, les procédures, les rituels établis. La réintégration informelle peut être influencée par des pratiques coutumières, des solidarités communautaires ou des arrangements pragmatiques dictés par les circonstances. Comme le souligne Coulouris (2019), l'informel évolue en marge des régulations étatiques et peut, dans certains cas, pallier les insuffisances des dispositifs institutionnels.

Les Normes intégrés de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies incitent tous les Etats qui s'engagent dans les DDR à le faire dans un cadre formel. Les processus de réintégration font partie du développement du pays. Par conséquent, le fait de faciliter la réintégration incombe avant tout aux gouvernements nationaux et à leurs institutions, la communauté internationale assurant un rôle d'appui si nécessaire.

Revue de la littérature

Les interventions militaires nationales et multinationales ont progressivement fragilisé les conditions de vie sous le contrôle de Boko Haram. La détérioration des conditions d'existence dans les zones contrôlées par le groupe, marquée par une pénurie chronique de nourriture, un contrôle strict contre les tentatives de fuite et des châtiments corporels en cas de suspicion de déloyauté, a incité certains combattants à envisager la défection. De plus, l'intensification des charges de travail imposées aux recrues, sans accès aux bénéfices promis, a accentué la désillusion au sein du groupe. (Akum, Hoinathy et Samuel, 2021). Cependant, le désengagement dépend également des attentes en matière de réhabilitation, de pardon (accordé ou non) et de réintégration. Les activités de sensibilisation, les appels à la désertion et les promesses d'amnistie lancés par les différents États ont été capitaux dans la prise de décision qui mène à la reddition.

La désillusion des personnes qui ont rejoint Boko Haram en raison de promesses d'ascension socioéconomique, de justice ou de protection ont rapidement été déçues par les conditions difficiles au sein du groupe, qui dispose de ses propres normes et hiérarchies sociales. Ces auteurs montrent aussi que certains ex-associés ont progressivement réalisé que le fait de servir le groupe ne correspondait pas toujours à leurs projets d'avenir. Il leur a été demandé de prioriser les objectifs et le programme du groupe ou de

leurs chefs en les plaçant au-dessus de leurs intérêts propres. Ils disposaient donc de très peu de temps et de liberté pour leurs projets personnels et finissaient souvent par travailler ou se battre pour le groupe sans aucune possibilité de réaliser leurs projets économiques. La contradiction entre les messages de recrutement empreints de références religieuses et les pratiques du groupe contraires à la religion était fréquente. « Pour ceux et celles qui s'étaient associés en raison de leur attrait religieux ou idéologique, découvrir que les considérations matérielles l'emportaient souvent sur les questions religieuses au sein du groupe était déconcertant » (Akum, Hoinathy et Samuel, 2021).

Dans certains cas, c'est la planification d'attaques contre leurs propres villages et familles qui, bien que stratégiquement et opérationnellement importante pour Boko Haram, ont fait fuir certaines personnes. Par ailleurs la scission au sein du groupe, bien qu'elle ait fourni aux recrues potentielles de multiples motifs pour s'engager, a conduit à des combats entre factions et à des règlements de comptes. Cette situation a aggravé l'insécurité et a été une source de déception supplémentaire pour certains combattants. La constante peur d'être tué a poussé certaines personnes à se rendre, y compris parmi celles qui s'étaient engagées volontairement au sein de Boko Haram. Le maintien du contact avec les proches a permis à certains ex-associés de céder aux pressions de leurs parents, amis ou épouses qui étaient restés dans leur village.

Selon Okereke & Ibeh (2019) dans l'ouvrage collectif « Terrorist Deradicalisation in Global Contexts », les initiatives de réintégration des ex-associés à Boko haram visent non seulement à répondre aux préoccupations immédiates en matière de sécurité, mais également à s'attaquer aux facteurs socio-économiques sous-jacents qui contribuent à la radicalisation. Dans la même perspective, Anchaire (2021) insiste sur le fait que la réintégration des anciens combattants est essentielle non seulement pour restaurer la paix et la sécurité, mais aussi pour favoriser le développement socio-économique local. Les recherches menées par Melchisedek, Mahamat et Garaktcheme (2024) montrent que la réintégration ne doit pas être considérée comme un simple exercice sécuritaire, mais plutôt comme une entreprise sociopolitique visant à restaurer la stabilité communautaire et à réduire le risque d'un regain d'extrémisme.

La réintégration des ex-associés de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad se heurte cependant à des défis multiformes qui limitent son efficacité et sa durabilité. L'absence d'un cadre juridique clair encadrant la reddition et la réhabilitation laisse place à une incertitude persistante sur le statut et l'avenir de ces individus, freinant ainsi leur engagement dans les processus de désengagement (Akum et al., 2021). À cela s'ajoute une méfiance généralisée des communautés d'accueil, qui perçoivent souvent la

réintégration comme une injustice envers les victimes et un facteur de risque pour la sécurité locale (Issa et Machikou, 2019) et les contraintes économiques et le manque de coordination entre les acteurs impliqués (Akum et al., 2021). Paradoxalement, ces mêmes communautés jouent un rôle essentiel dans le triage et l'accompagnement des ex-associés, révélant ainsi une contradiction structurelle entre la nécessité d'inclure les populations locales et la persistance de résistances sociales à l'inclusion des anciens combattants.

Théories explicatives et hypothèse de recherche

La théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000) offre un cadre analytique pour comprendre les processus de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. Selon cette théorie, le capital social de liaison fait référence aux liens sociaux qui relient les individus et les groupes à des réseaux plus larges, tels que les communautés locales, les organisations civiles et les institutions gouvernementales.

Elle met en évidence l'importance de la confiance et de la coopération entre les individus et les groupes pour faciliter la réintégration des ex-associés à Boko Haram. Dans le contexte des Monts Mandara du Cameroun, la confiance et la coopération entre les communautés locales, les organisations civiles et les institutions gouvernementales sont essentielles pour créer un environnement favorable à la réintégration des ex-associés. La théorie du capital social de liaison suggère que les efforts de réintégration doivent être centrés sur la construction de ces liens sociaux et sur la promotion de la confiance et de la coopération entre les individus et les groupes. En faisant cela, il est possible de créer des opportunités pour les ex-associés à Boko Haram de se réinsérer dans la société et de reconstruire leur vie.

Méthodologie

La nature de notre hypothèse de recherche impose une méthodologie rigoureuse et adaptée, fondée sur une approche qualitative. Ainsi, cette étude repose sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de 18 informateurs clés au mois de janvier 2025. Ceux-ci ont été sélectionnés sur la base de leurs expériences des processus de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara de février 2017 (arrivée massive des premiers ex-associés à Mozogo) jusqu'en décembre 2024 (réintégration officielle de la première vague de 708 ex-associés réhabilités au centre DDR provisoire de Méri).

Les communes étudiées présentent des caractéristiques sociodémographiques et culturelles diverses. Kolofata, Mozogo, Mokolo,

Méri et Mora sont des communes à forte densité de population, avec des ethnies et des religions variées. Les populations de ces communes ont été affectées par les activités de Boko Haram et sont actuellement impliquées dans les processus de réintégration des ex-associés. Les cinq communes comptaient 6732 personnes anciennement associées à Boko Haram en cours de réintégration dans les communautés et au centre provisoire DDR de Méri.

Tableau 1 : Nombre de personnes dans les ménages d'ex-associés identifiés en communautés et dans le centre DDR de Méri en mars 2023

Départements	Communes	Chefs de ménage	Conjoints	Enfants	Autres personnes	Total
Mayo-Sava	Mora	216	207	894	207	1524
	Kolofata	64	46	235	83	428
Mayo-Tsanaga	Mozogo	166	414	746	212	1538
	Mokolo (Zamay)	83	94	409	96	682
Diamaré	Méri (Centre DDR)	322	455	1296	487	2560
Total		851	1216	3580	1085	6732

Sources : données tirées d'une étude que Mamtsai a conduite en 2023 pour OIM.

Les 17 informateurs clés ont été sélectionnés suivant l'échantillonnage non probabiliste en boule de neige et par choix raisonné. Ces acteurs incluent des autorités administratives, traditionnelles, élus locaux, chefs religieux, responsables d'ONG locales et agences des Nations Unies, ainsi que des forces de maintien de l'ordre et défenseurs locaux.

Les entretiens visaient à identifier les politiques mises en œuvre, les défis rencontrés lors du processus de réintégration, ainsi que les meilleures pratiques pouvant être adoptées pour améliorer l'efficacité des programmes. La méthode utilisée est particulièrement adaptée dans le contexte sensible et complexe des ex-associés à Boko Haram, où les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans l'identification et l'accès aux participants.

Table 2 : Les informateurs clés

N°	Informateur	N°	Informateur
1	Inspecteur général des services du Gouverneur de l'Extrême-Nord (jusqu'en fin 2018), Chef de Centre DDR de Mora depuis fin 2018	10	Chef de centre de santé intégré de Méri, prenant en charge la santé des ex-associés en cours de réhabilitation au centre DDR de Méri
2	Adjoint au Préfet du Mayo-Sava, en charge du comité de protection humanitaire (jusqu'en 2020, devenu sous-préfet de Mozogo (depuis 2019)	11	Un haut cadre de commandement de la Force Mixte Multinationale à Mora impliqués dans la prise en charge des ex-associés depuis 2017
3	Adjoint au Préfet du Mayo-Tsanaga, en charge du comité de protection dans le Mayo-Tsanaga	12	Un leader des ex-associés au centre provisoire DDR de Méri
4	Ancien maire de Kolofata devenu membre de la Commission nationale des Droits de l'Homme, par ailleurs lamido ou chef de deuxième degré de Kolofata	13	Un leader des ex-associés au camp des « ex-otages » à Zamay
5	Sous-préfet de Mora	14	Un leader des ex-associés dans la Commune

			de Kolofata
6	Un responsable des projets d'OIM à Maroua	15	Un Imam à Kolofata.
7	Lamido 2ème degré de Zamay	16	Un chef de village à Mora
8	Maire de Mozogo jusqu'en 2020	17	Délégué régional MINPROFF
9	Président du Comité de Vigilance de Méri		

Une fois les données recueillies via les entretiens, une analyse rigoureuse a été nécessaire pour tirer des conclusions significatives concernant la réintégration des ex-associés à Boko Haram. L'analyse de contenu catégorielle a consisté à identifier et à coder des thèmes ou catégories dans les données textuelles afin d'en dégager des tendances significatives.

Résultats

Dans les Monts Mandara, la réintégration des ex-associés de Boko Haram a suivi deux principales dynamiques : d'une part une réintégration semi-formelle, initiée par les autorités administratives et militaires locales dès 2017, mais ralentie dès la création du CNDDR en novembre 2018, et proche de couloir de réintégration informelle, portée par des acteurs communautaires, et d'autre part une réintégration formelle tardivement lancée par le CNDDR en décembre 2024, soit pratiquement six ans après sa création .

Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara : du couloir semi-formel au couloir informel

La réintégration des ex-associés de Boko Haram a été fortement influencée par le manque d'organisation et l'opérationnalisation limitée des actions formelles, notamment du CNDDR. Face à l'absence de dispositifs clairs et bien établis, les actions informelles ont émergé, portées par les communautés locales et les acteurs non institutionnels. Le terme "semi-formel" fait référence aux initiatives prises par les autorités, mais sans un accompagnement suffisant pour une réintégration complète au sein des communautés.

Dispositif local ad hoc pour l'acceptation de la première vague d'ex-associés à Boko Haram

Selon l'ancien maire de Mozogo, le 2 février 2017, 86 ménages, soit 410 personnes (90 femmes, 61 hommes et 259 enfants), sont arrivés à Moskota, suscitant une vive inquiétude parmi la population locale comme parmi les nouveaux arrivants. Par la suite, une commission d'enquête mise en place par le préfet du Mayo-Tsanaga s'est chargée d'établir leur identité, de vérifier leurs liens avec Boko Haram et d'évaluer les risques potentiels.

Toujours selon lui, « après neuf mois d'enquêtes, la Commission a conclu qu'ils étaient tous camerounais, qu'il n'y avait pas de preuve à charge pour les considérer comme terroristes ou complices des terroristes, qu'ils sont tous 'ex-otages', qu'aucun texte réglementaire ne permet leur confinement dans un espace réduit gardé par les forces de maintien de l'ordre, qu'ils peuvent retourner dans leur communauté » (Informateur 8). Cependant, Certaines populations estimaient que certains d'entre eux étaient dans des campagnes d'attaques de Boko Haram dans leurs villages, sans pour autant témoigner à charge contre eux. D'un autre côté, certains ex-otages craignaient également de rentrer, redoutant des représailles. Afin d'apaiser les tensions, le gouverneur de la région a prôné la réconciliation lors d'une visite en octobre 2017 à Mozogo, mais les craintes persistaient.

Face à l'impossibilité de les réintégrer immédiatement dans leurs communautés d'origine, les autorités ont organisé leur transfert vers le site de Zamay entre décembre 2017 et janvier 2018. « Ce site a progressivement accueilli les ex-associés venant de la commune de Mozogo pour atteindre près de 964 personnes en novembre 2018 » affirmait le Lamido de Zamay (Informateur 7). L'adjoint au préfet du Mayo-Tsanaga présidant le comité local de protection s'interroge : « Le camp de Zamay était une solution temporaire. Mais la question est : jusqu'à quand ? Si on les laisse là trop longtemps, ils deviennent des déplacés internes et non plus des ex-associés à Boko Haram en réintégration » (Informateur 3). C'est ce que confirme l'ancien inspecteur général des services du Gouverneur devenu chef de centre DDR de Mora en décembre 2018 lorsqu'il déclare « les ex-otages de Zamay ne rentrent pas nécessairement dans la catégorie des ex-associés à prendre en charge par le CNDDR, sauf si pour des raisons particulières certains décident de venir se présenter eux-mêmes au centre de Mora, avant d'analyser si nous pouvons les accueillir au centre provisoire de Méri » (Informateur 1).

Un exemple concret de réintégration informelle des ex-associés à Boko Haram dans les communautés concerne ceux qui, après leur passage par le site de Zamay, ont pu progressivement s'installer parmi les populations hôtes. Pour prévenir les tensions et encadrer cette cohabitation, un Comité de gestion des plaintes de Zamay a été mis en place. Ce comité, mis en place peu après l'installation des ex-associés sur le site, est composé à la fois de représentants des populations hôtes et d'anciens otages de Boko Haram relocalisés à Zamay. « Nous avons mis en place ce comité pour que les conflits ne dégénèrent pas et que chacun puisse exprimer ses préoccupations dans un cadre apaisé » (Informateur 7).

Le fonctionnement du comité repose sur des principes de justice, d'équité et de transparence. Chaque plainte est minutieusement examinée en impliquant toutes les parties concernées. Selon un leader des ex-associés au

camp de Zamay : *« Les membres du comité écoutent chaque camp, rassemblent des témoignages et trouvent des solutions qui conviennent à tous »* (Informateur 13). Les conflits traités concernent principalement des litiges fonciers, des tensions intercommunautaires et des différends familiaux.

Ce mécanisme a joué un rôle clé dans la stabilisation sociale du site de Zamay et dans l'acceptation progressive des ex-associés par les populations locales. En facilitant la résolution pacifique des conflits et en instaurant un cadre de dialogue, le comité a contribué à désamorcer les tensions et à renforcer la confiance mutuelle : *« Grâce à ce comité, nous avons évité beaucoup de conflits qui auraient pu mal tourner. Cela nous aide à mieux vivre ensemble »* (Informateur 7).

Une première expérience de triage des ex-associés peu valorisée

Le Lamido de Kolofata, par ailleurs Maire de Kolofata, puis nommé membre de la Commission nationale des droits de l'homme raconte : *« À partir d'octobre 2017, les autorités camerounaises ont informé les communautés que les Camerounais se trouvant sous le contrôle de Boko Haram dans la forêt de Sambissa pouvaient se rendre avant fin décembre et bénéficieraient d'un traitement humain. Passé ce délai, ils s'exposeraient aux opérations militaires. Certains ont répondu à cet appel et sont revenus seuls ou en petits groupes »* (Informateur 4). Selon l'adjoint au Préfet du Mayo-Sava en 2017 et actuellement sous-préfet de Mozogo, *« ils étaient accueillis à la frontière, par les membres des comités de vigilance ou les militaires, qui les convoyaient au camp de la Force Mixte Multinationale à Mora pour être exploités »* (Informateur 2). Cette exploitation débouchait sur un classement en deux catégories. Certains, estimés moins dangereux, surtout les femmes et les enfants étaient renvoyés dans leur communauté. Et d'autres estimés dangereux ou radicalisés, y ont été gardés, dans la perspective de les envoyer dans le camp de déradicalisation et de réinsertion envisagée d'être construit dans le canton de Mémé.

Pour le cadre de commandement de la Force Mixte Multinationale à Mora, *« l'essentiel du triage consistait à comprendre l'histoire de la personne dans le groupe (conditions dans lesquelles la personne a rejoint Boko Haram, durée et rôles joués dans le groupe), les signes distinctifs sur la personne (marque de port d'arme ou sa dextérité à démonter les armes) ou des signes de radicalisation »* (Informateur 11). Ceci a permis de classer les personnes associées à Boko Haram dans l'une des trois catégories suivantes : 1) combattants : personnes ayant participé à des batailles et sachant utiliser et manipuler des armes, 2) croyants radicalisés : personnes engagées dans Boko Haram mais n'ayant pas participé au combat, et 3) anciens otages. Les personnes sur qui pèsent des soupçons sérieux ont été

orientées vers les officiers de police judiciaire. D'autres personnes considérées à risque pour les communautés ou pour elles-mêmes, sont gardés à la force multinationale en attendant la mise en place d'une structure spécialisée de réhabilitation. Ce sont essentiellement des hommes et il y a quelques garçons de moins de 18 ans. La plupart des femmes et des enfants ont été considérés comme des ex-otages et rendus à leur communauté.

Plusieurs communautés ont mis en place des stratégies pour faciliter l'acceptation des ex-associés. La Tawba, une cérémonie de repentance inspirée de l'Islam, a par exemple été pratiquée à Kolofata. Elle consiste à faire reconnaître publiquement ses fautes, demander pardon et jurer sur le Coran de ne plus récidiver. « *Nous leur avons demandé de jurer sur le Coran qu'ils ne retourneraient plus chez Boko Haram. C'est une preuve de leur engagement, car en Islam, un serment devant Dieu est une chose très sérieuse* » précise un Imam à Kolofata (Informateur 17).

Si la majorité des ONG évitent d'intervenir directement auprès des ex-associés pour éviter d'être accusées de financer des terroristes, certaines organisations ont tout de même joué un rôle clé dans la réduction des tensions communautaires entre les ex-associés et les populations hôtes. L'ONG ALDEPA, par exemple, mène des campagnes de sensibilisation sur le vivre-ensemble et la dénonciation de la stigmatisation. Selon un leader des ex-associés au centre provisoire DDR de Méri « *ALDEPA nous a expliqué comment signaler la stigmatisation au chef traditionnel. Ça nous aide à ne pas être rejetés* » (Informateur 12). L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a également collaboré avec des acteurs locaux pour améliorer les infrastructures et financer des projets de réintégration économique à travers des initiatives « argent contre travail »². Pour un leader des ex-associés dans la Commune de Kolofata : « *OIM nous a permis d'avoir de l'eau potable et des activités génératrices de revenus. Cela aide à intégrer les ex-associés en leur donnant une raison de rester ici* » (Informateur 14). C'est ce que confirme et élargit un expert travaillant pour le compte de OIM à Maroua : « *nous intervenons dans certaines communautés accueillant des ex-associés à Boko Haram, à travers des ONG locales, pour financer des groupes de jeunes et des femmes incluant membres des communautés hôtes et ex-associés. Ces ONG ont également contribué au renforcement des infrastructures sociales, notamment d'eau et d'assainissement à Kolofata et Moskota.* (Informateur 6). L'expert ajoute que des initiatives de réconciliation ont été mises en place, ainsi que des comités locaux de gestion des plaintes : « *Nous soutenons aussi des activités*

² le cash for work pour l'aménagement des berges des cours d'eau à Doulo, le reboisement à Mémé (commune de Mora), les moulins communautaires à Méri et Gorai (Commune de Mokolo), les cultures maraîchères comme des oignons et du petit élevage de moutons à Kolofata, Méri, Mémé et Doulo (Mora).

sportives, culturelles comme les danses, chansons et de sensibilisation à la paix via les radios communautaires » (Informateur 6).

Malgré ces efforts, la réintégration des ex-associés reste marquée par des fortes préoccupations communautaires. Certains membres des communautés d'accueil estiment que certains ex-associés restent en contact avec Boko Haram et facilitent actuellement des attaques dans leur village. Pour le Sous-préfet de Mora : *« Certains d'entre eux ont appelé les combattants encore actifs de Boko Haram, après avoir vu que de l'aide a été distribuée dans le village. On a vu ça à Kouyapé et Limani. Ils ont fait venir Boko Haram pour tout récupérer. Comment leur faire confiance ? »* (Informateur 5). Cette méfiance est exacerbée par des conflits liés au non-respect des traditions locales. Par exemple, les mariages précoces sont une pratique courante chez les ex-associés, mais ils sont mal vus dans certaines communautés d'accueil : *« Ils continuent de faire des mariages précoces, ce qui est contre nos coutumes. Cela montre qu'ils ne veulent pas vraiment s'intégrer »* (Informateur 15).

Il n'était plus aisé de poursuivre le triage dès la création du CNDDR en novembre 2018, car le décret présidentiel offre la réintégration à tout associé de Boko Haram qui se démobilise et se rend au Centre DDR de Mora. L'ancien inspecteur général des services du Gouverneur nommé chef de centre DDR de Mora précise : *« le décret est clair, tout ex-combattant de Boko Haram qui se rend doit être désarmé, démobilisé et réintégré »* (Informateur 1).

Le bilan de la réintégration semi-formelle et informelle des ex-associés de Boko Haram dans les Monts Mandara met en lumière une approche complexe, tiraillée entre volonté d'acceptation et peurs persistantes.

Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans le couloir formel.

Le couloir formel de réintégration des ex-associés à Boko Haram a vu le jour en novembre 2018 avec la création du Comité National de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (CNDDR) par décret présidentiel. Ce comité a été institué en réponse à la crise sécuritaire qui affecte la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ainsi que les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Comme le souligne le chef du centre DDR de Mora, *« le CNDDR joue un rôle fondamental en facilitant non seulement le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, mais aussi leur réinsertion sociale et économique. Le décret prévoit des mesures spécifiques pour assurer une approche holistique, incluant des programmes de formation professionnelle, d'éducation et de soutien psychologique »* (Informateur 1).

Toujours selon lui, le centre DDR de Mora fonctionne avec un centre d'accueil et de désarmement à Mora depuis sa création et un centre provisoire de réhabilitation des ex-associés à Boko Haram à Méri : « Les ex-associés gardés à la *Force Mixte Multinationale à Mora* ont été transférés au centre provisoire de réhabilitation et préparation à la réintégration à Méri en juin 2020. Certains d'entre eux ont négocié et obtenu qu'ils s'y rendent avec leurs épouses et enfants. En début 2021, le retour des ex-associés a augmenté, à la faveur de la mort de Shekau, le leader de Boko Haram, pour atteindre 2560 personnes en mars 2023 à Méri. Ils bénéficient des distributions alimentaires, de la prise en charge gratuite de la santé, de la prise en charge psychosociale, de l'éducation spéciale des enfants, de la formation professionnelle des jeunes et des femmes. Ils seront transférés à Mémé dès que le chantier de construction du centre de réhabilitation définitif à Mémé sera terminé (Informateur 1).

Dans le cadre de l'accompagnement sanitaire, le chef du centre de santé intégré de Méri confirme : « Nous prenons en charge gratuitement les soins de santé de cette population spéciale que sont les pensionnaires du Centre DDR de transit de Méri : consultations, laboratoire, pharmacie, soins, accouchements, hospitalisation. Depuis quelques temps, nous recevons de l'OMS des subsides pour couvrir les frais de laboratoire et de pharmacie, mais de manière informelle. Nous surveillons plus étroitement les risques de propagation des maladies contagieuses (cholera, rougeole, etc.) car la promiscuité et l'insuffisance d'hygiène au Centre peuvent les favoriser » (Informateur 10).

Le président du comité de vigilance de Méri rapporte que l'arrivée des ex-associés à Boko Haram a initialement semé la panique parmi la population locale et les agents de sécurité. Toutefois, avec le temps, il précise : « nous nous sommes progressivement habitués à vivre dans un climat de cohésion sociale, et la panique s'est estompée peu à peu. Bien que la confiance se soit installée, elle n'exclut pas la méfiance. Nous restons donc en alerte, intensifions nos efforts en matière de renseignements et continuons de redoubler de vigilance » (Informateur 9). Il raconte également qu'avec l'aide des autres ex-associés présents au centre DDR, des enquêtes ont permis de découvrir deux individus qui collaboraient toujours avec les membres actifs de Boko Haram en brousse.

La réintégration des femmes et des enfants, souvent les plus vulnérables, a également été un enjeu majeur. Le délégué régional de la promotion de la femme et de la famille pour l'Extrême-Nord a indiqué : « Nous travaillons au camp DDR de Méri en appliquant les procédures opérationnelles standard du ministère pour combattre la violence sexiste, et l'UNICEF apporte son soutien aux enfants. Des espaces et des services provisoires pour les femmes ont été mis en place, notamment un soutien psychosocial

(écoute, médiation, éducation, aménagement d'espaces de jeux pour les enfants accompagnant leur mère), un soutien psychologique, un soutien à la réinsertion (activités d'alphabétisation, réinsertion familiale, réinsertion professionnelle), et un soutien en matière de santé sexuelle et reproductive » (Informateur 17). Ce soutien est fondamental pour les femmes et les enfants, souvent laissés de côté dans les processus de réintégration.

« Plusieurs ex-associés pensionnaires de Méri recommandent à ceux en communauté de nous rejoindre. Notre vie au centre est meilleure que celle de ceux restés en communauté. Le Centre nous prépare à un changement radical. Pour ceux qui ne le recommandent pas, il n'y a pas assez de nourriture, pas ou peu d'activités génératrices de revenus, pas de fonds de commerce » (Informateur 12). La situation contrastée entre la vie au centre et celle dans les communautés reflète la nécessité de renforcer les services et les structures de réintégration dans les villages pour offrir une alternative viable.

Le sous-préfet de Mozogo confirme que *« la majorité des ex-associés en communautés connaissent le processus de réhabilitation en cours par le CNDDR. Certains y sont allés volontairement ou sur nos recommandations, mais d'autres sont rentrés en communautés »* (Informateur 2). Toutefois, une méfiance persiste. Le sous-préfet de Mora explique que : *« ce n'est pas sans crainte que les ex-associés sont accueillis en communauté. Ils font l'objet de suspicion constante. Il y en a ceux et celles des communautés d'accueil qui craignent qu'ils soient des infiltrés, des espions envoyés par les insurgés pour faciliter les opérations d'incursion, d'embuscade ou d'attentat. Il est souhaitable que tous les ex-associés qui se rendent transitent par le centre DDR à l'effet de subir une cure de déradicalisation, de désendoctrinement et de réarmement moral et civique et que les communautés meurtries par les exactions de Boko Haram soient préparées à les accueillir pour une vie sociale harmonieuse garant de la paix et de la stabilité »* (Informateur 5).

Ainsi, les initiatives formelles de réintégration, portées par le CNDDR et ses centres, se combinent avec les dynamiques locales et informelles, où les comités de vigilance, les autorités traditionnelles et les communautés jouent un rôle clé. La collaboration entre ces différentes approches semble essentielle pour surmonter les défis de la réintégration, garantissant un processus plus holistique, durable et pacifique. Toutefois un problème commun aux ex-associés réhabilités dans les circuits formels et informels est qu'ils n'ont pas encore des documents officiels reconstitués. Ce qui complique leur accès aux services publics et limite leurs opportunités économiques. L'adjoint au Préfet du Mayo-Sava souligne que *« la majorité des ex-associés sont issus de zones reculées où l'état civil est peu accessible »* (Informateur 2). Certains n'avaient jamais eu d'acte de naissance, tandis que d'autres ont perdu leurs documents en rejoignant Boko Haram. Un

leader des ex-associés à Méri témoigne : « *Sans papiers, nous ne pouvions plus prétendre à une nationalité, ni circuler librement* » (Informateur 12). L'obtention de documents d'identité constitue ainsi un enjeu central pour assurer une réinsertion durable des ex-associés, en facilitant leur accès à l'emploi et en réduisant leur vulnérabilité à l'exclusion et à la stigmatisation.

Interprétation

Les résultats ci-dessus présentés nous permettent d'indiquer, au regard de la théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000), mettant en avant l'importance des relations et des réseaux sociaux dans la facilitation de la réintégration, que la réintégration des ex-associés à Boko Haram se déroule bien dans le cadre des capitaux sociaux qui relient les individus ex-associés aux groupes (comités de vigilance par exemple), aux communautés locales, et plus largement à l'Etat central et aux organisations internationales. Toutefois ces interactions se jouent encore dans des cadres à la fois informelle et formelle qui ne satisfait pas encore les parties prenantes.

Les leaders locaux jouant actuellement plus comme acteurs informels souhaitent plus d'intégration dans le cadre formel. Leurs premières initiatives (commission ad hoc de détermination des profils des premiers ex-associés arrivés à Mozogo, fiche d'évaluation du niveau des risques essayés par la FMM, comité de gestion de plaintes de Zamay) ne trouvent pas de continuité dans le cadre formel de DDR mis en place. Les organisations internationales regrettent que les poursuites ne s'appliquent pas aux ex-associés qui auraient été impliqués dans des crimes qu'on pourrait classer comme crimes contre l'humanité, car le décret présidentiel accorde d'emblée le pardon à tous les ex-associés à Boko Haram qui se rendent aux autorités.

La théorie du capital social de liaison souligne l'importance de la collaboration entre acteurs formels et informels pour garantir une réintégration réussie. Les résultats de l'étude montrent que la réintégration des ex-associés à Boko Haram est un processus complexe qui nécessite une approche intégrée, prenant en compte à la fois les besoins sécuritaires et les droits humains.

De plus, les acteurs informels, en raison de leur connaissance intime des réalités locales, devraient exercer une influence significative sur les actions formelles des autorités, mais celles-ci n'attendent pas les ex-associés au centre DDR de Mora, avec peu d'interactions dans les communautés. Les interactions entre ces deux niveaux — informel et formel — ne devraient donc pas simplement être additives, mais bien dynamiques, se renforçant mutuellement. Ainsi, les initiatives informelles ne se contentent pas de compléter les efforts formels ; elles en constituent parfois la condition

préalable et la condition de succès de la réintégration des ex-associés à Boko Haram

Discussion

Les résultats de cette étude mettent en évidence l'importance de l'approche intégrée entre les acteurs de la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara, comme la soutient la théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000), qui fait référence aux liens sociaux qui relient les individus et les groupes à des réseaux plus larges, tels que les communautés locales, les organisations civiles et les institutions gouvernementales.

Cela n'est pas encore acquis au regard des résultats de l'étude qui montrent plutôt une certaine désarticulation entre les interventions des acteurs, au point où la réintégration des ex-associés n'arrivent pas encore à affaiblir les groupes de Boko Haram dont les combattants continuent d'entretenir l'insécurité.

S'appuyant l'avis de De Boeck et al. (1996), l'informel n'est pas l'informe ni l'inorganisé, mais qu'il reste un entre-deux entre la forme et l'informe, entre la règle et l'absence de règle, tous les acteurs devraient faire des efforts de formalisation, les uns (Gouvernement et Organisations internationales devant s'ouvrir aux autres (groupes, communautés et administrations locales).

Conclusion

Cette étude a démontré que l'informel précède et côtoie le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara. Les pratiques informelles mises en place par les communautés locales et les organisations humanitaires ont joué un rôle crucial dans l'accueil et la réintégration des ex-associés, avant même la mise en place du cadre formel par le gouvernement camerounais. Ces résultats soulignent l'importance de prendre en compte les réalités locales et les spécificités culturelles des communautés d'accueil dans la conception et la mise en œuvre des politiques de réintégration. La recommandation principale de cette étude est de mettre en place un cadre formel complet pour la réintégration des ex-associés aux mouvements terroristes, intégrant les pratiques mises en place par les communautés locales et les organisations humanitaires. Cela nécessitera une collaboration étroite entre les acteurs gouvernementaux, les organisations humanitaires et les communautés locales pour garantir une réintégration réussie et durable des ex-associés à Boko Haram. Enfin, cette étude contribue à une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du

Cameroun, et peut informer les politiques et les pratiques futures dans ce domaine.

Conflit d'intérêts : L'auteur n'a déclaré aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : L'auteur n'a obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Akum, F., Hoinathy, R., & Samuel, M. (2021). Managing the journey out of violent extremism in the Lake Chad Basin. ISS West Africa Report, 2021(32), 1-28.
2. Altintas, G. (2020). La capacité dynamique de résilience: l'aptitude à faire face aux événements perturbateurs du macro-environnement. *Management & Avenir*, 115(1), 113-133.
3. Anchaire, A. (2021). Contributions à la stratégie nationale de réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun. In *Réinsertion, réintégration et résilience dans les communautés affectées par l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun*. UNFPA.
4. Assouga, C. M. (2018). Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles. *Revue des sciences sociales*(60), 26-35.
5. Filip de Boeck, « Identité, résistance et "effervescence" sociale. Perspectives locales et globales au Zaïre », in *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Gauthier de Villers (dir.), *Cahiers africains*, n° 19-20, Bruxelles, Institut africain-CEDAF ; Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 184-218.
6. Carchereux, A., & Lenoble, M.-A. (2024). La réintégration des anciens membres de Boko Haram à Maiduguri (Nigeria) *Conflict Transformation in practice*, Genève.
7. Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2012). *L'économie informelle dans les pays en développement*. AFD.
8. Cohen, C. (2015). Boko Haram, une impossible sociologie politique? *Afrique contemporaine*, 255(3), 75-92.
9. Coulouris, R. L. (2019). The roles of communities in the effective reintegration of violent extremist offenders in the Lake Chad Basin countries [Johns Hopkins University].

10. Group, I. C. (2017). Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit. International Crisis Group.
11. Gwoda, A. A., & Wassouni, F. (2017). Regards Croisés Sur Boko Haram au Cameroun. Les éditeurs du Schabel.
12. Humphreys, M., & Weinstein, J. M. (2007). Demobilization and reintegration. *Journal of conflict resolution*, 51(4), 531-567.
13. IEP. (2016). Global Terrorism Index 201- : MESURER ET COMPRENDRE L'IMPACT DU TERRORISME (Institute for Economics and Peace, Issue.
14. Ike, T. J., Singh, D., Jidong, D. E., Murphy, S., & Ayobi, E. E. (2021). Rethinking reintegration in Nigeria: Community perceptions of former Boko Haram combatants. *Third World Quarterly*, 42(4), 661-678.
15. Issa, S., & Machikou, N. (2019). Reintegrating Former Boko Haram Associates. Global centre on cooperative security(Policy Brief).
16. ITM. (2016). Mésurer et comprendre l'impact du terrorism. <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/11/Global-Terrorism-Index-2016.2.pdf#page=107.07>
17. Jennings, K. (2008). Seeing DDR from below: Challenges and dilemmas raised by the experiences of ex-combatants in Liberia. New Security Programme Report, 3.
18. Knight, M., & Ozerdem, A. (2004). Guns, camps and cash: Disarmament, demobilization and reinsertion of former combatants in transitions from war to peace. *Journal of Peace research*, 41(4), 499-516.
19. Mahmood, O. S., & Ani, N. C. (2018). Responses to Boko Haram in the Lake Chad region: Policies, cooperation and livelihoods. Institute for Security Studies Addis Ababa.
20. Melchisedek, C. (2011). Par ici l'authenticité. *Téoros*, 30, 44-54.
21. Melchisedek, C. (2020). Comprendre Boko Haram à partir d'une perspective historique, locale et régionale. In (Vol. 54, pp. 215-227): Taylor & Francis.
22. Melchisedek , C., Mahamat, M., & Garaktcheme, G. (2024). Reinserting ex-associates of Boko Haram in Cameroon. *African Security Review*, 33(2), 196-209.
23. Mudage, F. M., & Iragi, V. M. (2022). Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité de l'ONU: subsidiarité, concurrence ou complémentarité d'actions en Afrique? *Revista de Estudios Africanos*(3), 32-60.
24. Ogunnubi, O., & Aja, U. A. (2024). The de-radicalization, rehabilitation and reintegration project in Nigeria's counter-terrorism

- strategy: Operation Safe Corridor in context. *African Identities*, 22(3), 811-827.
25. Okereke, C. N.-E., & Ibeh, C. (2019). Deradicalisation and rehabilitation of former Boko Haram combatants in Nigeria: Operation Safe Corridor explained. *Terrorist Deradicalisation in Global Contexts*, 111-129.
 26. Olojo, A. (2020). Making sense of resilience in the Boko Haram crisis. *ISS West Africa Report*, 2020(30), 1-16.
 27. ONU. (2006). L'ONU PRÉSENTE DE NOUVELLES NORMES VISANT À AMÉLIORER LES PROGRAMMES DE DÉSARMEMENT ET DE DÉMOBILISATION
 28. Owonikoko, S. B. (2023). Prospects of harmonising rehabilitation programs for surrendered ex-boko haram combatants in the Lake Chad Region. *African Journal on Terrorism*, 13(1), 136-154.
 29. Pérouse de Montclos, M.-A. (2012). Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria: insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale? *Centre d'études et de recherches internationales Sciences Po*.
 30. Pérouse de Montclos, M.-A. (2015). Boko Haram, une exception dans la mouvance djihadiste? *Politique étrangère*(02), 147-158.
 31. Rhea, R. W. (2016). *Ex-Combatant Reintegration in the Great Lakes Region: Processes & Mechanisms, Trajectories & Paradoxes* The Arctic University of Norway]. Centre for Peace Studies.
 32. Saïbou Issa, Mahamat, H. M., Barka, B., & Yaouba, A.-A. (2020). *Boko Haram: les mots d'une crise*. Editions L'Harmattan.
 33. Schulhofer-Wohl, J., & Sambanis, N. (2010). *Disarmament, demobilization, and reintegration programs: An assessment*. Folke Bernadotte Academy Research Report.
 34. Seignobos, C., & Iyébi-Mandjek, O. (2017). *Atlas de la province extrême-nord Cameroun*. IRD Éditions.
 35. Unies, N. (2016). *Guide pratique des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration (IDDRS)*. <https://peacebyafrica.com/wp-content/uploads/2021/12/Guide-Pratique-IDDRS-FR-web.pdf>
 36. Woolcock, M., & Narayan, D. (2000). Social capital: Implications for development theory, research, and policy. *The world bank research observer*, 15(2), 225-249.
 37. Yogo, E. E. (2021). *Contrer l'extrémisme violent au Cameroun*.
 38. Zenn, J. (2017). Demystifying al-Qaida in Nigeria: Cases from Boko Haram's founding, launch of Jihad and suicide bombings. *Perspectives on terrorism*, 11(6), 173-189.